

Les défenseurs du train

Carcassonne-Quillan votent

une motion demandant à l'Etat

de tenir ses promesses

TRANSPORTS

Réunis à l'initiative de l'ALF, la Trame et AF3V dimanche 17 septembre, 150 élus, syndicalistes, clubs cyclistes et citoyens ont signé une motion demandant à l'Etat de tenir ses engagements, notamment financiers, et de réouvrir la ligne Carcassonne-Quillan « dans les délais prévus ».

« On va se battre pour regagner ce qui nous a été promis. » Dimanche 17 septembre, c'est avec force de conviction que la CGT Cheminot Carcassonne a répondu présente à l'invitation des trois associations qui

luttent pour la réinstauration du train entre Carcassonne et Quillan. Et les syndicalistes étaient loin d'être les seuls.

De nombreux citoyens et clubs de vélo avaient fait le déplacement, parfois depuis l'Ariège ou les Pyrénées-Orientales, jusqu'au complexe Monte Cristo de Limoux où l'Association pour le maintien et le développement de la Ligne Ferroviaire Carcassonne-Quillan (ALF), la Trame (dispositif de covoiturage de proximité) et AF3V (Association française pour le développement des vélos routes et des voies vertes) organisaient leur première assemblée citoyenne.

L'État en ligne de mire

Le but : alerter la population sur le nouveau report des travaux de réhabilitation de la ligne ferroviaire Carcassonne-Quillan. « L'État n'a toujours pas honoré ses engagements

relatifs au financement de la régénération du segment de ligne Limoux-Quillan, ont rappelé de concert Patrick Bacot (président de l'ALF), Jonas Roux-Briffaud (délégué local de AF3V) et Jacques de la Pique-

rie (administrateur de la Trame). Sans compter que la ligne a été reclassée administrativement ce qui retarde encore les travaux. » En effet, le tronçon ferroviaire Limoux-Quillan est classé comme une « réouverture de ligne » et non plus une « réhabilitation », ce qui nécessite de nouvelles études et procédures administratives. Un changement de paradigme qu'a d'ailleurs pointé du doigt le député RN de la 3^e circonscription de l'Aude, Julien Rancoulé, dans une question écrite au ministre de la Transition écologique.

« Nous allons voir si nous disposons d'un recours judiciaire sur cette question, a indiqué Henry Garino, ancien élu régional et représentant audois du Parti Communiste Français. Le risque c'est que le train n'aille plus jamais à Quillan ce qui est inacceptable. »

Un besoin réel

Une crainte partagée par l'ensemble des élus présents, à l'instar de Pierre Durand. « Nos jeunes ont besoin de ce train. Et pas seulement ceux de Limouxin, mais ceux de la Haute Vallée, des Pyrénées-Orientales ou de l'Ariège, a déclaré le maire de Limoux et président de l'intercommunalité du Limouxin. Ce n'est pas la peine de faire de grands discours si on baisse les bras au moindre obstacle. » Selon Patrick Bacot, des entreprises seraient également en demande du retour du ferroviaire et des lignes de frêt, notamment les tuileries de Limoux ou Domitia Granulats à Campagne-sur-Aude qui « souhaiterait conquérir les marchés nationaux, mais ne peut pas faute de train ».

L'ensemble de l'audience a ainsi voté la rédaction d'une motion, demandant « le retour du train à Quillan dans les délais initialement prévus », « des aménagements vélos en vallée de l'Aude », et « une intermodalité simplifiée des trajets ». Le jour même, 150 personnes ont signé cette motion, qui sera prochainement diffusée sur les réseaux.

Marie Dédéban



Nos jeunes ont besoin de ce train.